



**ACCORD CADRE N° T25-4508**

**REPARATION ET REMPLACEMENT DES MOTEURS ELECTRIQUES, POMPES ET CIRCULATEURS**

**DES DIVERS ETABLISSEMENTS DES HOSPICES CIVILS DE LYON  
(Agglomération lyonnaise et Département du Var)  
ET DU GHT VAL RHONE CENTRE  
ET GCS BLANCHISSERIE INTER HOSPITALIERE DU LYONNAIS**

**LOT UNIQUE**

---

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES  
(C.C.T.P)**

---

Marché public de fournitures et services

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE I -</b>	<b>OBJET .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE II -</b>	<b>DIAGNOSTIC .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE III -</b>	<b>MOTEURS ELECTRIQUES .....</b>	<b>5</b>
III.1	REPARATION DES MOTEURS.....	5
III.2	FOURNITURE .....	5
<b>ARTICLE IV -</b>	<b>REPARATION DES POMPES, CIRCULATEURS ET GROUPES DE SURPRESSIONS.....</b>	<b>7</b>
IV.1	MAINTENANCE PREVENTIVE .....	7
IV.2	REPARATION .....	7
IV.3	FOURNITURE, ET REMPLACEMENT.....	7
<b>ARTICLE V -</b>	<b>REPARATION DES MOTOVENTILATEURS.....</b>	<b>8</b>
V.1	REPARATION DES MOTO-VENTILATEURS.....	8
V.2	FOURNITURE, ET REMPLACEMENT.....	8
<b>ARTICLE VI -</b>	<b>REPARATION DE CARTES ELECTRONIQUES .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE VII -</b>	<b>AUTRES PRESTATIONS .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE VIII -</b>	<b>EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>9</b>
VIII.1	PROCEDURE : .....	9
VIII.2	HORAIRE D'INTERVENTION : .....	9
VIII.3	DELAIS : .....	9
<u>VIII.3.1</u>	<i>Délais de remise en service provisoire .....</i>	<i>9</i>
<u>VIII.3.2</u>	<i>Délais de réparation .....</i>	<i>9</i>
<u>VIII.3.3</u>	<i>Délais de garantie des réparations.....</i>	<i>9</i>
VIII.4	MISE EN SECURITE ELECTRIQUE .....	9
VIII.5	ECONOMIES D'ENERGIE .....	10
VIII.6	FICHES D'INTERVENTION .....	10
<b>ARTICLE IX -</b>	<b>OBLIGATIONS DES CONTRACTANTS .....</b>	<b>10</b>
IX.1	QUALIFICATION ET DEVOIR DE CONSEIL ET D'ALERTE .....	10
IX.2	OBLIGATION RELEVANT DE LA SECURITE DES TRAVAILLEURS .....	11
IX.3	RISQUE AMIANTE .....	11
IX.4	RISQUE ASPERGILLAIRE .....	12
IX.5	OBLIGATIONS SPECIFIQUES AUX INTERVENTIONS DANS LE BATIMENT DE L'UNITE D'HOSPITALISATION SECURISEE INTERREGIONALE (UHSI) DU CENTRE HOSPITALIER LYON-SUD.....	12
IX.6	OBLIGATIONS DES HOSPICES CIVILS DE LYON.....	13

## **ARTICLE I - OBJET**

Le marché a pour objet la réparation, le remplacement et la fourniture de moteurs électriques, de moto-ventilateurs, de pompes, et circulateurs, accessoires et composants associés dans les divers Etablissements des Hospices Civils de Lyon situés à Lyon, dans la Région lyonnaise et dans le Var, à la Blanchisserie Inter-hospitalière, Etablissement du GCS Blanchisserie et dans les établissements du GHT.

La nature des prestations ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont précisées ci-après.

Les adresses des lieux d'exécution des prestations sont données en annexe 1 et 2 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

## **ARTICLE II -**        **DIAGNOSTIC**

En cas d'absence de données de fonctionnement des équipements site, les HCL peuvent faire appel au prestataire pour un diagnostic de l'existant. Ce diagnostic permet de donner les informations de dimensionnement pour le bon fonctionnement du système.

Pour le diagnostic d'une pompe/d'un circulateur, d'un moto-ventilateur, ce diagnostic doit faire apparaître :

- Le numéro GMAO,
- La description des terminaux alimentés par le système et leurs manières de fonctionner (débit constant, variable, température régulée..),
- La description du fluide (température, type de fluide (nature, densité...), pression maximale, pression nominale),
- L'environnement électrique (fréquence, tension, indice de protection, protection électrique avec intensité, type de câble, état du câble),
- Le point de fonctionnement nominal (débit, pression),
- L'intensité maximale,
- Analyses vibratoires et analyse des températures (si le matériel tourne),
- La consommation annuelle de l'appareil (lue ou estimée) et l'évaluation de l'efficacité énergétique du système (évaluation de la consommation théorique et de la consommation réelle pour permettre de comprendre le rendement),
- le pilotage (une note de fonctionnement),
- Le raccordement (type de raccordement, taille de raccordement, alignements des réseaux...),
- L'environnement (plage de température ambiante, extérieur, humidité),
- Le supportage nécessaire, l'entraxe, l'encombrement, la place disponible.

Le diagnostic d'un moteur électrique sera réalisé soit directement sur site, soit en atelier *suivant les standards de l'entreprise présentés et validés lors de l'appel d'offre.*

Le diagnostic d'un variateur doit notamment permettre de vérifier sa compatibilité avec l'équipement qu'il alimente, en s'assurant que la configuration du variateur corresponde aux caractéristiques du moteur.

Chaque diagnostic fera l'objet de rapport. *Le rapport sera défini suivant les standards de l'entreprise présentés et validés lors de l'appel d'offre.* La forme de ce standard pourra évoluer suivant les remarques du donneur d'ordre.

## **ARTICLE III - MOTEURS ELECTRIQUES**

### **III.1 Réparation des moteurs**

Le titulaire effectuera un diagnostic de la panne.

La réparation des moteurs s'effectuera suivant le mode opératoire indiqué par le prescripteur technique et/ou suivant les standards de l'entreprise présentés lors de l'appel d'offre.

La réparation ou le remplacement pourra être engagé uniquement après validation par mail du responsable technique du secteur concerné.

Tout bobinage spécifique, remplacement hors bordereau ou réparation hors mode opératoire standard fera l'objet d'un devis et accord sur le coût et le mode opératoire avant exécution de la réparation. Lors de l'appel d'offre, l'entreprise signalera de manière la plus exhaustive, les cas d'usage non standard.

Lors des remplacements des roulements, le titulaire devra utiliser des roulements de marque FAG, FLYGT, INA, SKF ou SNR.

La garniture utilisée devra être de la même marque que l'originale.

Des tests seront réalisés en fin de réparation suivant les normes en vigueur avec notamment les normes NF EN 60034 (1 à 18), NF C 51-100 et des normes ISO 10816, ISO 15242, ISO 15243:

1. Le contrôle visuel du bobinage et de l'isolation avec la vérification de l'état du bobinage,
2. La mesure de la résistance des enroulements avec l'équilibrage des phases, la détection de défauts internes,
3. La mesure de la résistance d'isolement (IR) avec la vérification de l'état de l'isolation entre enroulements et masse,
4. Le test de rigidité diélectrique (Hi-pot test) pour tester la tenue de l'isolation sous haute tension,
5. Les essais à vide (à courant nominal, sans charge) pour la vérification du bon fonctionnement et des pertes à vide,
6. Les essais en charge avec le contrôle de rendement, échauffement, comportement en charge,
7. La vérification du sens de rotation avec la validation des câblages et de la séquence des phases,
8. Le contrôle des vibrations mécaniques avec l'identification des déséquilibres ou anomalies mécaniques,
9. L'équilibrage du rotor (statique / dynamique) pour la réduction des vibrations,
10. La vérification des roulements (jeu, bruit, montage) pour assurer une conformité mécanique aux normes,
11. La vérification de la classe thermique d'isolation pour le respect des températures admissibles.

L'ensemble des tests feront l'objet d'un compte rendu écrit et documenté.

Garantie de la réparation : en complément des documents de tests à fournir à la fin de la réparation, si la réparation et l'intervention sur l'équipement s'avère ne pas être durable durant les deux années suivant ces travaux, le prestataire renouvellera l'opération en prenant à sa charge 50% des coûts de la nouvelle intervention.

### **III.2 Fourniture**

#### **Moteurs électriques :**

**Le titulaire s'engage à fournir les moteurs électriques de type suivants :**

- Moteurs asynchrones 220/380 volts classe F ou H
- Moteurs équipés de roulements **haute température à la demande du donneur d'ordre**

- Moteurs spécifiques équipés de freins alimentés par un variateur
- Moteurs à courant continu.

Sauf demande précise des HCL, chaque moteur a un rendement minimum défini suivant la classe d'efficacité IE3 de la norme IEC 60034-30-1.

Avant l'établissement du devis et de la commande du moteur, le prestataire devra, suivant la demande du donneur d'ordre, proposer une variante avec un moteur d'une autre marque ainsi qu'avec un moteur au rendement amélioré et il fournira les fiches techniques des moteurs proposés contenant les caractéristiques techniques associées ainsi que les performances au point de fonctionnement nominal.

#### **Variateurs :**

Toutes les pompes et tous les moteurs sont équipés, sauf demande précise des HCL, de variateurs déportés dédiés au domaine « HVAC ».

L'indice IP des variateurs sera au minimum IP54.

Si installé à l'extérieur, le variateur est intégré dans une armoire électrique adaptée (ventilation).

Les variateurs demandés doivent respecter les caractéristiques de fonctionnement suivantes :

- 1 entrée analogique 0-10 V.
- 1 entrée analogique 4-20 mA.
- 2 entrées « logique ».
- 2 sorties « logiques ».
- Filtre H3 suivant IEC 61000-3-2 / IEC 61000-3-12 intégré.
- Fonctions de protection : entrée pour une sonde PTC – sur-intensité – surtension – sous-tension – protection thermique du moteur – surchauffe – perte à la terre – surcharge...
- Possibilité de bloquer l'accès du clavier du variateur après programmation.
- Report des informations courantes (fréquence, signal de sortie, consigne).

Les programmes installés dans chaque variateur doivent être sauvegardable informatiquement.

Câblage et protection :

Il sera prévu et installé un câble blindé entre le variateur et le moteur sans de bornes de raccordement intermédiaires.

Avant l'établissement du devis et la commande du variateur, le prestataire devra, suivant la demande du donneur d'ordre, proposer une variante avec un variateur d'une autre marque ainsi qu'avec un variateur au rendement amélioré.

Il fournira les fiches techniques des variateurs proposés contenant les caractéristiques techniques associées ainsi que les performances au point de fonctionnement nominal.

## **ARTICLE IV - REPARATION DES POMPES, CIRCULATEURS ET GROUPES DE SURPRESSIONS**

### **IV.1 Maintenance préventive**

Les HCL pourront faire appel au prestataire pour la réalisation de l'entretien préventif de pompes et circulateurs.

Cet entretien sera réalisé suivant les prescriptions constructeurs avec compris dans le forfait :

- Le nettoyage,
- La fourniture et pose du kit de la pompe avec notamment :
  - ✓ Le remplacement des joints,
  - ✓ Le remplacement des garnitures ou roulements,
- Le contrôle de bon état électrique.

Pour les systèmes de surpression, le prestataire fera appel au constructeur du groupe.

### **IV.2 Réparation**

Les HCL pourront faire appel au prestataire pour la réalisation de réparations de pompes et circulateurs.

Ces réparations seront réalisées suivant les prescriptions constructeurs avec compris dans le forfait :

Le diagnostic :

- Dépose et repose, transport en atelier si nécessaire.
- Démontage, remplacement roulements pompe et garniture mécanique ou tresse, nettoyage, remontage, peinture, essais, test en charge sur banc d'essai (main d'œuvre + fournitures)
- Remplacement arbre pompe (main d'œuvre + fournitures),
- Remplacement turbine (main d'œuvre + fournitures),
- Equilibrage mobile,
- Remplacement accouplement (main d'œuvre + fournitures),

Le démontage,

- Le nettoyage,

La fourniture et pose du kit de la pompe avec notamment :

- Le remplacement des joints,
- Le remplacement des garnitures ou roulements,
- Le contrôle de bon état électrique.

Le remplacement de la pièce défectueuse.

Pour les systèmes de surpression, le prestataire fera appel au constructeur du groupe.

### **IV.3 Fourniture, et remplacement**

Les HCL donneront les caractéristiques en terme de débit de hauteur manométrique et les caractéristiques du fluide ou gaz véhiculé afin que le titulaire puisse effectuer la sélection avec des équipements correspondants aux besoins. Si ces données ne sont pas connues des HCL, le titulaire sera missionné pour les définir selon l'article 2 du BPU.

Avant l'établissement du devis et de la commande de la pompe, du circulateur ou du groupe de surpressions, le prestataire devra, suivant la demande du donneur d'ordre, proposer une variante avec un équipement d'une autre marque ainsi qu'avec un équipement disposant d'un rendement amélioré. Pour toute fourniture, le titulaire devra préciser en amont de la réalisation du devis la marque, les caractéristiques, l'encombrement, le délai de livraison, la durée de garantie et le prix facturé du matériel.

Les coûts des travaux d'implantation de l'équipement seront conformes au BPU.

## **ARTICLE V -**      **REPARATION DES MOTOVENTILATEURS**

### **V.1**      **Réparation des moto-ventilateurs**

Le titulaire effectuera un diagnostic de la panne.

- ✓ Équilibrage sur site,
- ✓ Lignage moteur,
- ✓ Remplacement paliers,
- ✓ Roulements,
- ✓ Transmission,
- ✓ Roue.

### **V.2**      **Fourniture, et remplacement**

Comme au paragraphe IV.3, les HCL donneront les caractéristiques en terme de débit de hauteur manométrique et les caractéristiques du fluide ou gaz véhiculé afin que le titulaire puisse effectuer la sélection avec des équipements correspondants aux besoins. Si ces données ne sont pas connues des HCL, le titulaire sera missionné pour les définir selon l'article 2 du BPU.

Avant l'établissement du devis et la commande du moto-ventilateur, le prestataire devra, suivant la demande du donneur d'ordre, proposer une variante avec un équipement d'une autre marque ainsi qu'avec un équipement disposant d'un rendement amélioré.

Pour toute fourniture, le titulaire devra préciser en amont de la réalisation du devis la marque, les caractéristiques, l'encombrement, le délai de livraison, la durée de garantie et le prix facturé du matériel.

Les coûts des travaux d'implantation de l'équipement seront conformes au BPU.

## **ARTICLE VI -**      **REPARATION DE CARTES ELECTRONIQUES**

Le titulaire effectuera un diagnostic de la panne en amont de toute réparation.

## **ARTICLE VII -**      **AUTRES PRESTATIONS**

Le titulaire pourra être amené à effectuer des réparations ou à fournir du matériel neuf concernant les variateurs de fréquence, cartes électroniques (alimentation, variateur, CPU...) ou les courroies.

Pour toute fourniture le devis du titulaire devra préciser la marque, les caractéristiques, l'encombrement, le délai de livraison et la durée de garantie du matériel.



## **ARTICLE VIII - EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **VIII.1 Procédure :**

Une intervention de maintenance corrective peut être déclenchée :

- soit par le titulaire du marché, suite à une anomalie de fonctionnement détectée par ses soins, sous réserve de l'accord de l'Ingénieur Maintenance du Secteur ou de son représentant
- soit par le maître d'ouvrage qui, lors de la détection d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement, fera appel au titulaire du marché.

Dès son arrivée sur le site, le technicien du titulaire du marché devra se présenter au Poste de Garde ou au Poste de Sécurité de l'Etablissement concerné.

### **VIII.2 Horaire d'intervention :**

Le titulaire du marché interviendra **de 8 H 00 à 18 H 00, du lundi au vendredi inclus, sauf jours fériés.**

Les délais définis ci-après seront décomptés dans le cadre de cette plage d'intervention.

### **VIII.3 Délais :**

#### **VIII.3.1 Délais de remise en service provisoire**

Le titulaire du marché devra remettre en service provisoire l'équipement dans un délai maximum de **10 heures** à compter de l'heure de l'appel téléphonique des HCL confirmé par mail. Le titulaire pourra proposer une solution alternative de location de matériel pour palier à l'allongement du temps de réparation.

En cas de non-respect de ce délai, le titulaire encourra les pénalités définies au CCAP.

#### **VIII.3.2 Délais de réparation**

Le titulaire du marché devra réparer la panne ou l'anomalie de fonctionnement dans un délai maximum de **10 jours** à compter de l'heure de l'appel téléphonique des HCL confirmé par mail.

Sauf accord préalable et exceptionnel de l'Ingénieur Maintenance du Secteur ou de son représentant, le titulaire du marché ne pourra invoquer ni les délais de fabrication ou de livraison des pièces de rechange, ni le délai d'obtention du bon de commande des Hospices Civils de Lyon ou du GCS Blanchisserie pour justifier du mauvais ou du non fonctionnement des installations.

En cas de non-respect de ce délai, le titulaire encourra les pénalités définies au CCAP.

#### **VIII.3.3 Délais de garantie des réparations**

Le délai de garantie des réparations effectuées sur les éléments confiés au titulaire sera de 12 mois à partir de la remise en service.

### **VIII.4 Mise en sécurité électrique**

Il est rappelé que la norme NF C 15100 s'applique à tout matériel. Les connexions entre câbles d'alimentation et appareil doivent rester accessibles directement au personnel de maintenance pour permettre leur vérification et leur resserrage éventuel. Tout défaut d'isolement doit être visualisé. Le titulaire lors de ses différents montages et démontages d'installation devra mettre en sécurité le câblage électrique et ne pas laisser de câbles nus sous tension.

De plus, le titulaire devra respecter les textes suivants :

- Règles de normalisation et instructions publiées par l'Association française de la Normalisation et l'Union Technique d'Electricité
- Consignes de montage données par les constructeurs
- Norme NF C 12.100 relative à la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques (décret du 14 novembre 1988).

### **VIII.5 Economies d'énergie**

Le titulaire proposera des équipements de caractéristiques équivalentes aux équipements à remplacer moins consommateurs d'énergie.

Il proposera des solutions pour la perception de primes CEE dès lors que la réglementation le prévoit.

### **VIII.6 Fiches d'intervention**

Le titulaire devra remettre au responsable technique de la prestation un compte rendu d'intervention lors de toute intervention sur site.

Le compte rendu précisera notamment :

- le nom de l'intervenant
- la date, heure et durée d'intervention
- les prestations réalisées.

Les comptes rendus d'intervention sont des documents de référence utilisés pour le suivi des installations et des interventions.

## **ARTICLE IX - OBLIGATIONS DES CONTRACTANTS**

### **IX.1 Qualification et devoir de conseil et d'alerte**

Les interventions devront être réalisées par du personnel qualifié et expérimenté (au moins 3 ans d'expérience dans son domaine).

Le titulaire du marché devra signaler, par écrit, à l'Ingénieur Maintenance du Secteur ou à son représentant, les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles, dès qu'il pourra les déceler, en indiquant les travaux nécessaires à leur correction ou à leur prévention ainsi que les conséquences que pourraient entraîner la non-exécution des travaux nécessaires.

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate d'une installation, le titulaire du marché sera autorisé à prendre des mesures d'urgence. Il devra alors en aviser l'Ingénieur Maintenance du Secteur ou son représentant dans les plus brefs délais.

Le titulaire du marché effectuera son devoir de conseil sur l'application de la réglementation et le fonctionnement des installations, sans rémunération supplémentaire, dans la mesure où aucune étude spéciale ne sera nécessaire.

Ainsi, le titulaire du marché devra signaler aux HCL les éventuels points de non-conformité avec la réglementation relative aux installations.

Si une installation cesse d'être conforme à la réglementation en vigueur, du fait d'une modification de celle-ci, le titulaire du marché devra le signaler par écrit, dès la parution officielle, à l'Ingénieur Maintenance du Secteur ou à son représentant.

## **IX.2 Obligation relevant de la sécurité des travailleurs**

### **Contexte sécurité**

Les HCL ont défini, selon les dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 (Code du Travail - Articles R4511-1 à R4514-10), une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans leurs Etablissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter conformément aux dispositions du paragraphe « Rappel des obligations essentielles ». Les HCL assureront la coordination générale des mesures de prévention des opérations effectuées dans leurs sites.

Les prestations prévues dans le marché ne pourront commencer qu'après exécution des dispositions de sécurité définies au paragraphe « Dispositions de sécurité ».

### **Rappel des obligations essentielles relevant du titulaire du marché**

Après conclusion du marché, le titulaire du marché devra respecter les obligations essentielles suivantes:

- informer son C.S.E. de la date de l'Inspection Préalable Commune de l'opération
- participer, avec ses Sous-traitants, à l'Inspection Préalable Commune qui se concrétisera par la rédaction d'un Plan de Prévention
- tenir le Plan de Prévention à disposition de son C.S.E., de la Médecine du Travail et de l'Inspection du Travail
- commenter le Plan de Prévention aux personnels impliqués dans l'opération
- signaler aux HCL les améliorations possibles concernant la coordination des mesures de prévention
- demander aux HCL l'agrément de tous sous-traitants et attendre celui-ci pour faire exécuter les prestations sous-traitées.

De plus, il est rappelé que chaque Chef d'Entreprise restera responsable, pour son propre personnel et pour celui de ses sous-traitants éventuels, de l'application des mesures de prévention requises.

### **Dispositions de sécurité**

Les dispositions de sécurité applicables aux prestations objet du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières sont les suivantes :

- participation du titulaire du marché à une Inspection Préalable Commune organisée **annuellement** par l'Etablissement. Cette Inspection Préalable Commune a pour objectif d'analyser préalablement les risques liés aux interventions et de définir les mesures de sécurité à prendre par les différentes parties. Les dispositions pratiques (dates, lieux, etc...) seront définies ultérieurement par un document spécifique à l'appui du marché
- à l'issue de l'Inspection Préalable Commune, un Plan de Prévention formalisant les mesures de sécurité retenues sera rédigé et visé par les deux parties.

## **IX.3 Risque amiante**

Les HCL ont procédé conformément à la réglementation à une recherche des matériaux amiantés dans le cadre d'un Document Technique A미ante. Le DTA est mis à disposition de toute personne ou entreprise appelée à intervenir dans le bâtiment.

En cas de présence de matériaux amiantés, le titulaire pourra ainsi prendre les mesures de protection individuelles et collectives nécessaires. Le titulaire devra avoir du personnel formé aux interventions techniques sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (sous-section 4). Préalablement à son intervention, le titulaire devra avoir un mode opératoire conforme au décret n°2012-639 du 4 mai 2012 et fournir les attestations de formation des travailleurs.

Si le titulaire identifie la présence de matériaux amiantés non répertoriés dans le dossier technique " Amiante ", il est tenu d'en informer immédiatement les HCL et d'arrêter immédiatement toute intervention sur l'équipement.

Les HCL convoqueront le titulaire pour étudier les conditions de la poursuite des travaux.

Le titulaire fournira au cours du chantier l'ensemble des BSDA (Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés) relatifs aux matériaux amiantés déposés.

#### **IX.4 Risque aspergillaire**

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'il intervient en milieu hospitalier.

A ce titre, il doit s'assurer que ses interventions respectent les règles de bonnes pratiques en matière d'hygiène générale : ses agents sont formés aux interventions en milieu hospitalier, les outils, équipements et fournitures sont adaptés. Ses protocoles d'intervention sont également adaptés.

Les Unités d'Hygiène Hospitalière des HCL pourront cependant estimer nécessaire de réaliser un diagnostic du niveau de risque aspergillaire en fonction de la nature et de la localisation des interventions.

Le prestataire devra se rendre disponible pour présenter son intervention (protocole d'intervention, durée, qualification des intervenants..).

Le diagnostic pourra conduire à identifier des mesures de protection spécifique.

La mise en place de ces protections spécifiques seront réalisées soit par le titulaire, sur bon de commande dans le cadre du présent contrat, soit par un autre intervenant.

#### **IX.5 Obligations spécifiques aux interventions dans le bâtiment de l'Unité d'Hospitalisation Sécurisée Interrégionale (UHSI) du Centre Hospitalier Lyon-Sud**

Le titulaire du marché devra fournir à l'Ingénieur Maintenance du Secteur ou à son représentant, dès notification du marché, la liste des agents susceptibles d'intervenir sur les installations avec leur identité complète (nom, prénom, date et lieu de naissance).

Chaque intervenant fera alors une demande d'agrément individuelle qui sera transmise par les Hospices Civils de Lyon et pour validation aux services de l'UHSI.

Le titulaire du marché s'engage à prévenir les Hospices Civils de Lyon de tout changement relatif à cette liste.

Pour toute intervention, les techniciens du titulaire du marché devront se présenter au Poste de Garde de l'UHSI avec une pièce d'identité.

Tout technicien non inscrit sur la liste précitée et non muni de sa pièce d'identité ne sera pas admis à pénétrer dans le bâtiment.

Les délais induits par des dysfonctionnements de ce type (technicien non identifié au préalable ou omission de la pièce d'identité) relevant de l'entière responsabilité du titulaire du marché, seront pris en compte dans le calcul des pénalités pour non-respect du délai maximum de correction de défaut prévues au contrat.

## **IX.6 Obligations des Hospices civils de Lyon**

Les HCL laisseront le libre accès des installations au personnel du titulaire du marché.

Les HCL signaleront immédiatement au titulaire du marché toutes les pannes et anomalies de fonctionnement qu'il constatera sur les installations.

Les HCL se réservent le droit de faire réaliser des travaux sur les installations par une autre entreprise, il en informera alors le titulaire du marché et pourra lui fournir, sur demande, les procès-verbaux de réception.